

# FIL ROUGE

JOURNAL DU PARTI  
SOCIALISTE VAUDOIS  
N° 3 – FÉVRIER 2021

## Non à e-ID

Combattons la  
privatisation de  
l'identité numérique.

PAGE 2

## Vote des femmes

Yvette Jaggi et Raffaela  
Simonetti débattent des  
combats féministes.

PAGES 10-11

# COMMUNE VICTOIRE

Dossier spécial sur les  
élections communales

PAGES 3-9



Poste CH SA

CH-1003 JAB  
Lausanne



## Loi e-ID: une arnaque numérique

**édito** Les plus grosses entreprises de Suisse en salivent déjà. Le Conseil fédéral et la droite du Parlement ont déposé à leurs pieds le plus beau cadeau de Noël. Si tout se passe bien pour elles, bientôt, la vérification de l'identité en ligne deviendra un service payant et lucratif.

Lorsque je me connecte en ligne pour demander une bourse d'étude, ou pour recevoir ma décision de taxation, ou de main pour consulter mon dossier médical, j'ai besoin de prouver mon identité. Un peu comme lorsque je présente ma carte d'identité au guichet d'une administration. Or il n'existe pas actuellement en Suisse de moyen universel et fiable de prouver son identité en ligne – et afin de protéger les citoyen·nes, il devient nécessaire que la Confédération émette un «passeport numérique» (une «e-ID»).

Seulement, voilà: plutôt que d'en faire un service public gratuit, avec toutes les garanties de protection des données personnelles et le contrôle démocratique souhaitable, la droite a préféré créer un nouveau marché au bénéfice de ses ami·es des Conseils d'administration.

Un «consortium» est déjà à l'affut: SwissSign. Plus qu'un consortium, c'est quasiment un cartel! UBS, Crédit Suisse, la Mobilière, Swisscom, La Poste, CSS Assurance, la Vaudoise, AXA, Raiffeisen, Helvetia, Zurich, Six (les détenteurs de la bourse suisse!) et bien d'autres grosses entreprises suisses sont groupées au sein de SwissSign.

## Sommaire

**édito** Loi e-ID: une arnaque numérique ▶ PAGE 2 — **dossier** Mobilisation nécessaire pour une campagne peu commune ▶ PAGE 3 — **Penthalaz** L'espoir de conserver les acquis ▶ PAGE 4 — **campagne** Savoir se réinventer au temps du coronavirus ▶ PAGES 4-5 — **Bex** Pas le moindre grain de sel dans les rouages ▶ PAGE 5 — **Château-d'Œx** La politique des petits pas pour devenir grand·e et fort·e ▶ PAGE 6 — **campagne** Sections en action: masqué·es et déterminé·es ▶ PAGE 6 — **Lausanne** «Peu de villes ont développé un tel plan de soutien» ▶ PAGE 7 — **Yverdon** Au cœur de la question climatique ▶ PAGE 7 — **Rolle** Attention les vélos! ▶ PAGE 8 — **Lausanne** Les communes peuvent soutenir la solidarité ▶ PAGE 8 — **Prilly** Le logement n'est toujours pas abordable ▶ PAGE 9 — **Nyon** Des loyers plus modestes: le défi nyonnais ▶ PAGE 9 — **interview croisée** Yvette Jaggi et Raffaela Simonetti: regards croisés sur l'évolution des luttes féministes ▶ PAGES 10-11 — **votations** Que nous voile la burqa? ▶ PAGE 12 — **votations** Pour un frein au libéralisme mondialisé ▶ PAGE 12 — **actualité** Brèves ▶ PAGE 12 — **interview** Cesla Amarelle ▶ PAGE 13 — **actualité** Les masques tombent! ▶ PAGE 13 — **vie du parti** Mot de la présidence ▶ PAGE 14 — **vie du parti** Le droit ne s'arrête pas aux portes de la prison ▶ PAGE 14 — **vie du parti** PSV Queer ▶ PAGE 15 — **événement** Congrès des villes socialistes suisses ▶ PAGE 15 — **portrait** Maria-José Martinez Vial ▶ PAGE 16

# FIL ROUGE

Le journal du PSV est produit par une rédaction composée de militant·es. Nous souhaitons contribuer aux combats actuels pour le progrès social – sans oublier d'où nous venons et qui nous sommes. Notre fil rouge, ce sont nos valeurs et notre histoire. Ensemble, rédigeons ce nouveau chapitre du socialisme démocratique.

La rédaction est ouverte à chaque membre du PSV – et nous accueillons volontiers vos idées, avis et lettres de lecteur·trices à l'adresse: redaction@ps-vaud.ch

### IMPRESSUM

**Responsable:** Andrea Münger  
**Rédacteur en chef:** Romain Felli  
**Rédaction:** Aymen Belhadj, Chloé Besse, Preeti Damon-Schaerer, Siméon Goy, Guillaume Guenat, Latha Heiniger, Deborah Intelisano, Ihsan Kurt, Paloma Lopez, Bernard Morel, Ione Ramel, Najia Trottet  
**Editeur:** Parti socialiste vaudois  
**Adresse:** Chauderon 5, 1003 Lausanne  
**Contact:** 021 312 97 57 redaction@ps-vd.ch  
**Maquette:** Stéphanie Tschopp www.madamepasteqe.ch  
**Impression:** Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et environs  
**Abonnement:** 25 francs  
**Parutions:** 6 parutions annuelles

# Mobilisation nécessaire pour une campagne peu commune

**élections** A travers le canton, les sections socialistes s'engagent pour porter nos idéaux malgré la crise sanitaire.



communales vaudoises. Je tiens à saluer l'engagement remarquable des militant·es, des élu·es et des candidat·es. Je dois vous dire ma fierté face à cette forte dynamique militante cantonale.

### Nos projets

C'est sous le slogan «De la suite dans les idéaux» que nous avons choisi de visibiliser les mesures portées par les différentes sections de notre parti.

Afin de favoriser l'égalité des chances, l'accueil de jour doit encore se développer dans notre Canton. Mais cela se fait de manière très différente en fonction des communes et des réseaux. Ceux-ci sont compétents pour définir les tarifs et créer les places. Augmenter leur nombre, afin que chaque enfant puisse en bénéficier, sans liste d'attente, sans contorsion d'horaire tout en étant financièrement accessible: voilà une véritable politique d'égalité et de soutien

n'avons pas attendu l'année 2020 pour placer la solidarité au centre de nos préoccupations et de nos revendications. Nous avons vu tous les autres partis – ou presque – se prévaloir d'actions ou de promesses sur cette valeur qui est à la base de tous nos engagements. N'hésitez pas à leur rappeler que le Parti socialiste œuvre depuis maintenant plus de 100 ans pour la mise en œuvre de politiques solidaires, avec ou sans crise sanitaire.

J'ai la conviction que les forces de gauche sortiront grandies des élections communales. Faisons-en sorte que notre parti puisse enrichir son ancrage dans nos communes pour y apporter un doux parfum de rose....

■ JESSICA JACCOUD, PRÉSIDENTE DU PS VAUDOIS

aux familles chère au Parti socialiste.

L'accès à des logements à loyers modérés ou abordables est un enjeu pour la majorité des Vaudois·es. Toutes et tous ne sont pas logé·e·s à la même enseigne et force est de constater que les confinements et l'augmentation du télétravail n'ont fait qu'accentuer les inégalités. Les Communes doivent donc se saisir de cet enjeu et définir une politique publique du logement qui permettent aux jeunes, aux familles et aux aîné·es de se loger dignement.

Les voix pour des mobilités douces et sécurisées sont de plus en plus fortes et il est temps de les concrétiser. La réduction de la vitesse de circulation dans les centres urbains est une également une piste forte suivie par de nombreuses sections.

### Solidarité, toujours

Enfin, camarades, vous savez comme moi que nous

**DE LA SUITE  
DANS  
LES IDÉAUX**

**VOTEZ SOCIALISTE LE 7 MARS!**

www.ps-vd.ch

Affiche de campagne du Parti socialiste vaudois © PS vaudois



# Savoir se réinventer au temps du coronavirus

**élections** Depuis des mois, nos univers sont bouleversés, et la campagne pour le rendez-vous du 7 mars ne fait pas exception.

Cette période fait «mal aux valeurs». Système de santé fort, justice sociale, lutte contre la pauvreté, droit des travailleuses et travailleurs: autant de luttes chères au cœur des socialistes. Voir des hôpitaux submergés organiser des tris de patient·es, assister à des files alimentaires, voir la majorité de droite refuser les moyens nécessaires à un véritable soutien aux plus touché·es, tout cela est douloureux. On l'entend sur les stands, cette période nous rappelle par l'expérience (on s'en serait passé) la justesse de nos luttes. Elle représente toutefois un vrai défi dans la conduite de la présente campagne

Toutes les sections font face à un enjeu majeur: entrer en contact, tant avec la population qu'avec les camarades.

Pour un parti dont l'ADN est le militantisme, dont la force est l'engagement de ses membres et dont la place est bien souvent dans la rue, cette période se révèle frustrante.

## Hommes et femmes-sandwiches

Pour une grande section comme celle de Lausanne, les annulations successives d'événements fragilisent le maintien du lien comme la motivation, parfois après des semaines d'organisation collective. La démocratie interne, jamais facile à mettre en œuvre lorsqu'on compte environ 500 membres, se révèle plus complexe encore lorsque les AG en présentiel ne sont plus envisageables, que les réclamations se font par courriels successifs et que toutes et tous ne sont



Les cacolets ont envahi Lausanne © PSL

pas à l'aise avec les outils digitaux.

Créer une dynamique entre 96 candidat·es est un défi, tout comme se montrer à l'heure où l'on nous demande de sortir le moins possible. Pour Denis Corboz, président du PS Lausanne, les maîtres mots ont été «souplesse et créativité»: «Il fallait absolument trouver un moyen d'entrer en contact avec les gens sans lourdeur; l'idée d'hommes-sandwich m'est lentement apparue, cela m'a pris plusieurs mois avant de finaliser l'idée des cacolets; cette évolution forcée par la crise se transforme en chance: on distribue plus de matériel en étant mobiles, on développe également une autre relation avec la population; au niveau de la cohésion interne c'est bénéfique: en petits groupes

les nouvelles personnes s'intègrent plus facilement».

## Contacts autour des déchetteries

Pour les petites sections, les bouleversements provoqués par la crise sont parfois plus nuancés: «Lorsque la vie du groupe est ordinairement compliquée, les mesures sanitaires ne sont qu'une variable parmi d'autres» explique Géraldine Stucki, présidente de la section d'Avenches. Le contact avec la population représente un défi continu: privés de centres commerciaux au centre-ville, et sans autorisation pour les Migros et Coop alentours, les militant·es ont trouvé une parade originale: la campagne se mène le samedi autour des déchetteries, car elles seules réunissent l'ensemble des habitant·es.

**Géraldine Stucki**, Présidente du PS avenchois

Les habituelles actions de proximité sont impossibles, mais la pression préexiste au covid. Bien sûr, là aussi il est difficile de créer un élan entre les 26 candidat·es au Conseil communal. Mais là aussi,

l'ingéniosité a permis de réinventer la campagne: concours, renforcement des réseaux sociaux, porte-à-porte, distributions aux employé·es du CMS et de l'EMS, accroche-portes, traduction de cartes postales en portugais au lieu des actions au centre culturel: les idées foisonnent. Pour maximiser l'impact, Géraldine Stucki relève l'importance du soutien du secrétariat vaudois aux petites sections: «Il est beaucoup plus facile de faire campagne avec des goodies attractifs et, à cet égard les roses en papier, et autres gels hydroalcooliques nous aident grandement».

## Ne rien lâcher

Pour toutes les sections, la remise en question du pilotage de la campagne est continue: prélever dans le budget «goo-

dies» pour les réseaux sociaux, lancer des opérations de porte-à-porte et chaînes téléphoniques, identifier les lieux de vie parmi le peu de loisirs restant, créer un minimum de convivialité et donner un souffle aux candidat·es...

Les adaptations sont constantes dans ce contexte d'incertitude, qui ne devrait pas s'éclaircir d'ici au 7 mars prochain. Reste une conviction: un renforcement de la présence socialiste dans les différentes autorités communales vaudoises est capital, car les luttes que nous menons sont plus que jamais cruciales. Grâce à l'engagement sans faille de certaines de militant·es, tout est possible! ■ PREETI DAMON-SCHAERER

## L'espoir de conserver les acquis

**Penthalaz** La disparition du groupe PLR pourrait minoriser le groupe des Socialistes, Vert·es et Sympathisant·es au profit du GIP.

Grâce au Parti socialiste, Penthalaz a longtemps fait figure d'exception dans le système électoral communal. Avant la loi contraignant les communes de plus de 3000 habitant·es à avoir recours au scrutin proportionnel pour l'élection du législatif, entrée en vigueur en 2016, elle était la seule petite commune à en faire déjà usage et cela depuis la fin des années 50. A cette époque, avec les Câbleries de Cossnay et les Grands Moulins de Cossnay, la population ouvrière était importante dans le village. Afin qu'elle soit représentée au Conseil communal, sous la pression du Parti socialiste, demande avait été faite pour que le système proportionnel

soit mis en place. Ce qui avait été accepté.

Le groupe Socialiste et Sympathisants, devenu Socialistes, Vert·es et Sympathisants (GSVS) en 2006, a longtemps été le plus important au sein du législatif communal, devant le GIP et le groupe PLR. Et il a toujours été représenté à la municipalité. On remarquait aussi que dans les résultats des votations fédérales, les votes des Cancanier·ères – surnom des habitant·es de Penthalaz – se rapprochaient le plus souvent des recommandations des partis de gauche.

Mais les temps changent. Les Câbleries et les Grands Moulins ne sont plus qu'un lointain souvenir et l'héritage

ouvrier s'estompe. En 10 ans, Penthalaz a accueilli un bon millier de nouveaux·elles habitant·es et dépassent maintenant largement les 3000. D'un point de vue politique, les opinions se sont diversifiées, les résultats des récentes votations fédérales le montrent.

Au Conseil communal, il y a eu un premier basculement en 2016 du fait de l'affaiblissement du groupe PLR au profit du GIP. Celui-ci est devenu le numéro un du législatif avec 24 élus contre 19 du GSVS. Pour l'élection à venir, l'écart pourrait bien encore se creuser puisque le groupe PLR s'est dissous et ses membres ont rejoint le GIP. Les électeur·trices auront donc le choix entre la

liste Socialistes, Vert·es et Sympathisant·es, forte de 22 noms, et la liste GIP qui en compte 37. Le recrutement n'a pas été facile car bien des gens rechignent à l'idée d'être associés à un parti. Plusieurs personnes ont dit partager nos idées, mais ne veulent pas de l'étiquette socialiste ou verte. Ils ont préféré aller au GIP.

La municipalité actuelle

compte trois représentant·es

du GSVS et deux du GIP.

Qu'en sera-t-il en mars?

Le GSVS présente trois noms: deux sortants, Pieric Freiburghaus

(syndic) et Yves Jauner, et une femme, Victoria Thibaud. Le GIP a également trois candidat·es. L'objectif est de conserver les acquis. ■ BERNARD MOREL

## Pas le moindre grain de sel dans les rouages

**Bex** Ses vignes, ses forêts et son bétier sont des figures emblématiques de la commune, mais aussi de sa section.

Il fait bon vivre à Bex. Vous retrouverez toujours cette collégialité vaudoise où l'on se rencontre pour papoter du futur projet de la Place du Marché ou d'un centre de village à sens unique qui ressort régulièrement des tiroirs. Sa section socialiste travaille en finesse et chacune des personnes qui s'y investit a une mission bien précise. Tout semble orchestré à la perfection et avec rigueur. Le sourire est toujours présent.

Les enjeux des prochaines élections sont primordiaux au maintien des valeurs du parti. L'humain au centre, nous réfléchissons et contribuons

à développer une commune consciente des impacts climatiques en proposant des actions concrètes pour demain. L'attaque se veut offensive avec deux listes engagées et prometteuses. Nous avons la chance de pouvoir compter sur des candidat·es venant de différents horizons et incarnant la diversité des Vaudoises et Vaudois. Dans l'ère du temps, la section fait peau neuve dans sa communication en proposant des illustrations qui mettent en avant la richesse locale et en ornant d'une rose notre bétier de l'armoirie communale.

Le groupe socialiste au

Conseil communal est le plus important et nous voulons le rester. Le POP Chablais est partenaire direct de la liste et une alliance avec la toute jeune section locale des Vert·e·s vient aussi apporter de l'eau au moulin. L'union fait la force et c'est en travaillant ensemble que nous parviendrons à toucher les habitant·es du Chablais. Récemment, ce sont les sections de Bex - Aigle et Ollon qui se sont réunies dans une volonté de cohérence en proposant une plateforme commune pour leurs sites internet respectifs.

Le Parti socialiste s'engage pour la solidarité, la reconnaiss-

sance de chacune et chacun, la transition écologique et l'équité sociale. Ville ou campagne, les combats demeurent. A Bex comme à Lausanne, chaque pierre déposée vaut de l'or. Et, à Bex, l'or est blanc.

■ AYMERIC DALLINGE

# La politique des petits pas pour devenir grand·e et fort·e

**Château-d'Œx** Eric Fatio, Municipal Petite enfance – Ecole – Jeunesse – Cohésion sociale, s'exprime sur sa méthode



Marié et père de deux enfants adultes, Eric Fatio pilote la politique de l'accueil de jour des enfants au Pays-d'Enhaut au plus près des besoins des enfants et de leurs parents tout en soignant la culture et l'esprit des lieux.

Elu à la Municipalité en 2011, Eric assume son métier d'ambulancier en parallèle de sa fonction politique. En 10 ans, il a contribué à plusieurs grands projets au sein de sa commune, comme celui de la construction d'un nouveau collège, la labellisation "Commune en santé" et la prochaine concrétisation du Pôle Santé du Pays-d'Enhaut. Mais ce dont il est le plus fier c'est «d'avoir imposé la présence permanente de deux délégué·e·s

de classes au sein du Conseil d'Etablissement».

Cette victoire n'est pas anodine car la participation des enfants et des jeunes aux décisions qui les concernent passe inévitablement par la réforme de nos institutions. L'enfant possède sa propre expertise mais il n'a malheureusement pas toujours voix au chapitre. Dans ce registre, Eric a fort à faire car même si les droits de l'enfant se renforcent, il faut parfois redoubler d'efforts dans leur mise en pratique car ils se heurtent à une vision de la famille «à l'ancienne».

Le Pays-d'Enhaut possède une organisation permettant aux municipaux des trois communes d'être aux comités de direction de l'établissement

scolaire (1H à 11H) ainsi que du réseau d'accueil de jour des enfants. En étant à l'écoute des un·e·s et des autres, Eric réussit à développer le réseau d'accueil de manière à ne pas avoir de liste d'attente. Ces réussites il les doit à sa politique des petits pas qui consiste à ménerger ses collègues municipaux ainsi que la majorité du Conseil communal, tous deux à majorité de droite, en lieu et place «d'annonces fracassantes».

Eric Fatio nous fait le plaisir de se représenter comme Municipal lors de la prochaine législature et a à cœur de répondre toujours mieux aux besoins des parents notamment en tenant compte des profils des familles qui se complexifient. ■ LATHA HEINIGER

## Sections en action: masqué·es et déterminé·es



# «Peu de villes ont développé un tel plan de soutien»

**Lausanne** Grégoire Junod met en avant la politique culturelle lausannoise en vue de la prochaine législature.



Prononcez le mot culture et vous verrez le regard de Grégoire Junod s'illuminer. Lorsqu'il a

été élu syndic de Lausanne en 2016, il a récupéré ce dicastère qu'il avait dû abandonner lors la législature précédente. «La culture, c'est 70 millions dans le budget de la ville, relève-t-il. Notre politique culturelle repose sur trois piliers: soutenir une offre qui permet toutes les expressions artistiques, soutenir la création, que la crise a mise en avant, sous toutes ses formes et élargir l'accès à la culture. Nous avons engagé une personne pour travailler sur cet élargissement car c'est un vrai défi qui va bien au-delà de la politique du prix.»

Dans le domaine de la culture, les villes jouent un rôle

important. «Essentiel même, dit Grégoire Junod. Certains secteurs dépendent des cantons, comme le MCBA chez nous, et de la confédération, le cinéma en particulier.» Il ajoute: «De notre côté, nous subventionnons à la fois des lieux où se déroulent les spectacles et les compagnies qui y jouent. Pour les compagnies, c'est la commission des arts de la scène qui s'en occupe et le montant qui leur est alloué a été augmenté. Il est important puisque la majorité d'entre elles sont à Lausanne.»

Impossible d'éviter le sujet de la crise sanitaire qui a plongé la culture dans une grande précarité. «Nous avons été la première ville suisse à voter un plan de relance de 2,5 millions de francs, souligne le syndic. Cela nous a permis de mettre sur pied le festival Culture

debout durant l'été. L'action «1 livre acheté=1 livre offert» a eu aussi un grand succès. Nous avions prévu 70'000 francs au départ, or nous en avons dépensé plus de 200'000.» Ce soutien va se poursuivre dans les mois à venir. «Nous n'avons pas dépensé la totalité des 2,5 millions, donc nous avons encore de l'argent à mettre sur la table. Peu de villes ont fait un tel plan de soutien.»

La crise a aussi mis en lumière le problème du statut des artistes. «D'une manière générale, l'artiste est mal reconnu·e, admet Grégoire Junod. Ce n'est pas un domaine facile à traiter politiquement, mais la question est fondamentale. Le monde de la culture, c'est 5% des emplois en Suisse, il y a donc un enjeu économique. Mais pour qu'un statut particulier existe, la réponse doit

d'abord venir de la confédération.»

■ BERNARD MOREL

Grégoire Junod  
État d'urgence  
Préface d'Anne Hidalgo



Grégoire Junod vient de publier cet ouvrage aux Editions Favre

## Au cœur de la question climatique

**Yverdon** Pierre Dessemontet dirige depuis 2016 le dicastère de l'énergie, dans une Municipalité à majorité PLR.



Le partage des portefeuilles dans un exécutif est affaire de rapports de forces, tant certains dicastères semblent plus stratégiques que d'autres. Ainsi, lorsque Pierre Dessemontet, géographe de formation, rejoint en 2016 une municipalité de droite, il se retrouve à la tête du service des énergies (du chauffage, de l'électricité, de l'eau, du gaz et de la fibre optique).

D'emblée, Pierre Dessemontet décrit son service comme «faussement vu comme tech-

nique». Selon lui, deux enjeux politiques majeurs se présentent dans la gestion communale des énergies. D'abord,

il souligne la chance de la deuxième ville du canton d'avoir gardé «la maîtrise complète de presque l'ensemble des agents énergétiques en plus de maintenir un service autonome, sans aucune de ses branches sous-traitée à un groupe extérieur.»

Le service, pensé comme un acteur parmi d'autres sur un marché fortement libéralisé, dégage un bénéfice de six millions de francs par année pour la ville, ce qui constitue une

force pour négocier le financement de certains projets.

### Transition énergétique

Et c'est là le deuxième enjeu politique, «la mise en œuvre de la transition énergétique, au cœur de la question climatique», résume le municipal. Parmi les réalisations les plus importantes, il évoque deux projets de chauffage à distance. Alimentées tantôt par l'énergie dégagée par la STEP, tantôt par du bois local, ces centrales permettent de rationaliser et décarbonner le chauffage de quartiers entiers et d'assurer des revenus pérennes à la ville

grâce à des contrats à long terme.

Ainsi, même pour un service très technique, la présence d'un socialiste attaché à la notion de service public et engagé dans la transition énergétique change la donne. Aussi, le municipal soutient une politique du personnel progressiste, par l'engagement des seniors ou la féminisation des métiers d'ingénierie ou d'ouvrage, par exemple. ■ GUILLAUME GUENAT

## Attention les vélos!

**Rolle** Loïc Haldimann est municipal des travaux à Rolle, en charge notamment de la mobilité.



**La mobilité touche la vie quotidienne de toute la population. Que proposent les socialistes pour l'améliorer?**

Le PS Rolle propose dans son programme pour la future législature d'abaisser à 30 km/heure de nombreux axes routiers de la Commune. Le développement de ces aménagements doit permettre de modérer le trafic avec pour dessin de sécuriser la mobilité douce notamment. On sait également que la circulation motorisée la nuit est une cause importante de nuisance pour les

habitants de notre ville. Nous voulons donc également, en baissant la vitesse, lutter contre ces nuisances sonores et améliorer la santé des Rollois·es

**Etes-vous contre les voitures?**

Absolument pas! Cela ne ferait du reste aucun sens dans une région comme la nôtre qui est composée de tissus urbains et de campagnes. Mais on doit cependant constater que pendant des années, les voitures ont monopolisé les aménagements routiers au dépens des autres mobilités et d'autres aménagements, comme par exemple les espaces verts. Les

socialistes proposent de rééquilibrer ce partage de la mobilité en ville pour redonner de la place aux différents moyens de mobilité douce, comme le vélo et les piéton·nes. Nous voulons également créer plus d'espaces verts afin de diminuer les zones surminéralisées comme notre Grand Rue.

**Peux-tu me donner un exemple d'une action mise en place dans ta commune?**

Récemment, nous avons doté les axes Nord-Sud et Est-Ouest de la commune de nouvelles pistes cyclables qui permettent de sécuriser la mobilité pour se

rendre au centre-ville. Ces dispositifs sécurisent les cyclistes qui viennent faire leurs courses dans les commerces de proximité. Ces agencements promeuvent également l'usage du vélo pour les utilisateur·trices plus fragiles comme les enfants et les seniors. Nous venons par ailleurs d'inaugurer les premières stations de vélos en libre service conjointement avec la Région. C'est un vrai plus pour le transfert modal et nos nouveaux modes de déplacement.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR ROMAIN FELLI

## Les communes peuvent soutenir la solidarité

**Lausanne** Émilie Moeschler est responsable de la Maison de quartier de Chailly et candidate à la Municipalité.



**La crise du COVID a remis en lumière la précarité qui existe en Suisse.**

Oui, de nombreuses personnes qui ont de petits revenus ou pas de réserves financières ont basculé dans la pauvreté. Je pense aux travailleuses domestiques, à des personnes sans permis de séjour qui ne sont pas déclarés ou des indépendant·es qui ne bénéficient pas d'aides publiques. Et même pour des personnes avec un bas salaire qui ont été mises en RHT, la perte de revenu due au chômage

partiel peut faire toute la différence entre vivre et survivre.

**La commune peut-elle agir pour aider?**

La Commune de Lausanne, sous l'impulsion du PS, a été très active dès le début de la crise, par exemple en rappelant aux employeur·euses de l'économie domestique leurs obligations mais aussi en augmentant le nombre de places dans des hébergements d'urgence. Et puis il y a l'action de maisons de quartier, d'associations et d'institutions sociales qui ont mis sur pied une aide «humanitaire» immédiate: des distributions

alimentaires dans les quartiers. Cela a permis d'éviter les longues files d'attente comme à Genève. Le Conseil communal a d'ailleurs voté un budget supplémentaire pour ces aides en 2021.

**Mais cette aide immédiate ne suffira pas dans le long terme?**

Le but des socialistes est que les gens aient un emploi stable qui leur garantisse un revenu juste et suffisant. Pour ça, nous devons éviter que la crise économique n'empire en soutenant les activités économiques et les emplois. Par exemple, la ville

de Lausanne a mis en œuvre un plan de relance pour la culture et divers soutiens aux marchés, aux cafés-restaurants mais aussi distribué des bons d'achat pour soutenir le pouvoir d'achat et le commerce local. Mais nous devons aussi améliorer au niveau fédéral la lutte contre la précarité. Et régulariser les travailleuses et travailleurs sans permis de séjour pour que les aides financées aussi par leurs impôts leur soient enfin accessibles! ■ PROPOS RECUEILLIS PAR ROMAIN FELLI

## Le logement n'est toujours pas abordable

**Prilly** La question est toujours dans l'agenda de la gauche. Le prix des loyers est un défi des futur.e.s élu.e.s.



**Aujourd'hui, près d'un locataire vaudois sur deux, dépense plus d'un quart de son revenu pour se loger. Le loyer pèse lourd sur une importante part de la population. Votée en 2017 et entrée en vigueur en janvier 2018, la nouvelle loi sur la préservation et la promotion du parc locatif (L3PL), entend donner aux communes les moyens de mener une politique de logement plus sociale.**

C'est un vrai plus pour le transfert modal et nos nouveaux modes de déplacement.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR ROMAIN FELLI

querir en priorité un bien fonds (droit de préemption) pour y réaliser des logements d'utilité publique (LUP). Il est du devoir des élu·es d'utiliser cet outil sur leur territoire.

Dans le canton de Vaud (800'000 habitant·es), ce sont à peine 5700 logements qui sont disponibles. L'Office de Statistique Vaud (juillet 2020) estime que «malgré sa hausse, le taux de vacance fait toujours état d'une pénurie de logements dans le canton».

Face aux spéculations et scandales, la L3PL permet aux communes de fixer des quotas

des LUP et offre un droit de préemption sur les immeubles à vendre. A Lausanne, afin d'acquérir des immeubles, la Municipalité dispose d'un crédit de 70 millions de francs pour la législature 2016-2021. Grâce à ces achats, elle peut garantir des loyers modérés.

On peut dire que la L3PL et son règlement sont d'excellents outils de politique sociale en matière du logement. Néanmoins, ils ne sont pas des baguettes magiques et ne peuvent pas se substituer à la volonté des élu·es communautaires. Il faut une majorité

progressiste pour s'assurer de leur mise en œuvre. ■ IHSAN KURT, CANDIDAT À LA MUNICIPALITÉ DE PRILLY

## Des loyers plus modestes: le défi nyonnais

**Nyon** Il est crucial d'influencer le marché de l'immobilier. Le PS local propose des solutions.



**A Nyon, le taux de vacance des logements est de 0.49% en 2020 et la situation est tendue depuis des années. Qu'est-ce qui explique cela?**

La proportion des logements libres est non seulement très basse à Nyon, mais la grande majorité des logements disponibles concerne des objets à plus de 3'000 francs par mois!

Une des principales raisons de cette pénurie est liée au fait que Genève n'a construit que très peu de logements depuis des dizaines d'années... Beaucoup de ménages ou d'expatrié·es au pouvoir d'achat élevé, sont venu·es habiter à Nyon, engendrant une forte pression sur les prix, malgré la politique volontariste de la Municipalité (au minimum 25% de loyers

abordables dans tous les nouveaux quartiers).

Ainsi, les seniors au pouvoir d'achat élevé, propriétaires d'un bien immobilier, ont tout intérêt à le vendre, pour occuper un appartement en ville, même un peu cher, mais proche des commodités. A contrario, les ménages plus modestes qui occupent depuis longtemps un grand appartement, n'ont aucun intérêt à le remettre, même si les enfants sont partis.

**L'arrivée de ménages à hauts revenus n'amène-t-elle pas de recettes fiscales?**

Si, mais il n'y a de loin pas que les recettes fiscales des ménages qui font une bonne économie! Les nouveaux pendulaires contribuent très peu à la vie sociale et commerciale locale. Hobbies et shopping après le travail à Genève et week-ends

• Lorsque cela est possible conclure des accords (p.ex. droit de superficie) avec des coopératives.

• Aider (soutien au cautionnement, appartements de transition, etc.) les locataires dans leurs démarches à trouver un objet plus adapté et mettre en relation les locataires ayant des souhaits convergeants.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR IONE RAMEL

souvent passés ailleurs qu'à Nyon (Londres, ou Barcelone avant la pandémie, ailleurs en Suisse depuis). La mixité sociale est intimement liée à la bonne santé de notre économie.

**Comment arriver à préserver voire renforcer cette mixité sociale?**

Il est crucial d'influencer tant que possible le marché. A Nyon, nous nous sommes fixés les objectifs suivants:

• Promouvoir auprès des propriétaires la construction de logements mixtes, incluant des loyers abordables. Avec comme bras de levier éventuel, des droits à bâtir supplémentaires.

• Profiter des rénovations indispensables sur un parc immobilier vieillissant extrêmement énergivore, pour promouvoir là aussi les logements mixtes, tout en préservant les loyers bas actuels.



Yvette Jaggi

Entrée au parti une année après que le droit de vote a été accordé aux femmes au niveau fédéral. Elle a siégé au Conseil national de 1979 à 1987 et au Conseil des Etats de 1987 à 1991. A Lausanne, conseillère communale de 1982 à 1985, municipale de 1985 à 1989 et syndique de 1990 à 1997. De 1999 à 2002, elle a coprésidé la constituante vaudoise, de 1998 à 2005, a présidé Pro Helvetia et, de 2006 à 2015, la Fondation ASECE, devenue Microcrédit Solidaire Suisse. Elle en est encore la présidente d'honneur.

Yvette Jaggi © PSV

**Il y a 50 ans que les femmes ont le droit de vote au niveau fédéral. Quel regard portez-vous sur cet événement de février 1971?**

YJ: C'était un changement important, mais pour moi, Vaudoise, j'ai été davantage marquée par l'obtention du droit de vote des femmes au niveau cantonal 12 ans plus tôt, en février 1959. Ce jour-là, le résultat avait tourné au fiasco au niveau fédéral<sup>1</sup>, mais trois cantons romands avaient dit oui: Vaud, Neuchâtel et Genève. Or seuls les Vaudois avaient décidé que le résultat de la votation serait pris en compte sur le plan cantonal. L'idée brillante avait été de constituer un comité mixte pour mener campagne. Il était co-présidé par un homme PAI et une femme POP. C'était une belle anticipation pour le futur. J'avoue avoir un peu passé à côté de la campagne pour la votation de 1971, mais je ne me faisais aucun souci pour le résultat. D'ailleurs, près de 66% des Suisses ont dit oui. C'était

net même si j'aurais aimé que l'écart soit plus important.

RS: Ce n'était pas tout à fait l'image que je m'en faisais car j'ai vu sur la RTS quelques documentaires concernant la campagne avant cette votation de 1971 et j'ai été frappée à quel point les femmes pouvaient être déshumanisées. Bien des hommes considéraient qu'elles n'avaient pas la capacité intellectuelle de voter. Ce stéréotype n'a pas complètement disparu de nos jours. On refuse encore aux femmes de se montrer à la fois belles, sexys et intelligentes. Il y a encore à faire pour que les mentalités évoluent. Concernant le vote de 1971, je constate que plus du tiers des Suisses ont dit non. C'est beaucoup.

**Ce vote de 1971 a-t-il modifié la place de la femme dans la société?**

YJ: L'obtention du droit de vote a libéré le terrain et les têtes. Cela dit, je me rappelle très bien d'une réunion que nous avons eue le lendemain soir du vote,

j'étais à Berne à l'époque. Nous nous sommes dit, c'est bien joli le droit de vote. Maintenant c'est l'égalité des droits qu'il faut faire valoir. J'avais peu participé à la campagne de la votation, mais dans la lutte qui a suivi, j'ai retrouvé tout mon intérêt. En 1981 est arrivée la loi sur l'égalité hommes-femmes, mais la mise en pratique s'est fait attendre. J'étais syndique de Lausanne lors de la grève des femmes le 14 juin 1991. J'ai encouragé à participer au cortège et une partie de la Municipalité l'a fait.

RS: Je n'ai pas le sentiment que la place de la femme a beaucoup changé. Certes oui sur le plan juridique, mais pas au niveau sociétal. Si les mentalités

avaient vraiment évolué, il n'y aurait pas eu besoin de manifester le 14 juin 2019. Le droit de vote n'est plus un problème, maintenant il s'agit des sujets sur lesquels on doit encore voter, car tout n'est de loin pas acquis.

**Vous parlez de l'égalité des droits par rapport à l'égalité des chances...**

YJ: C'est la différence entre la droite, pour laquelle il suffit d'inscrire le principe de l'égalité dans la loi, et nous, la gauche, qui voulons l'égalité dans la vie. Le droit est une chose, la mise en pratique une autre. L'homme est peut-être plus fort physiquement, mais ce n'est pas lui qui vit les neuf mois de grossesse ni l'accouchement qui suit.

RS: Bien sûr, les études sont ouvertes à toutes et tous, mais l'égalité des chances est freinée

par des stéréotypes. Pourquoi les femmes se dirigent davantage vers certains domaines, comme les sciences sociales par exemple? La majorité des étudiants de l'EPFL sont des hommes<sup>2</sup>. En médecine, c'est également le cas. Pourquoi n'utilise-t-on que le terme d'école d'infirmières alors que la profession est ouverte à tous les genres? Les orientations de vie restent très genrées et cela dès l'enfance.

**Quels sont aujourd'hui les combats féministes les plus importants à mener?**

RS: L'égalité salariale en premier lieu. Avoir aussi une plus grande considération pour les violences domestiques, notamment les violences que la communauté LGBTQI+ subit, également entre quatre murs. La Suisse a un des taux les plus élevés d'Europe<sup>3</sup>. Il y a un immense travail à faire dans ce domaine pour un meilleur suivi. Il faut du courage à une personne pour déposer plainte et souvent elles

y renoncent par peur des conséquences.

YJ: La pandémie a accentué le problème des violences domestiques. Ce que certaines femmes doivent subir, c'est incroyable. Lorsque j'étais syndique, nous avions mis en place un système de patrouille composée de deux hommes et une femme pour se rendre sur place quand nous étions alerté-es. Cela avait assez bien fonctionné, mais cela ne suffirait plus maintenant. J'ai éga-

lement été très choquée par ce qu'il s'est passé dans la Genève internationale avec toutes ces femmes de ménage qui ont été abandonnées. Le combat féministe doit aussi porter sur le sort de ces femmes immigrées, qui arrivent ici sans formation, qui ne savent pas un mot de français ni même avoir la moindre conscience de leurs droits. C'est

**«Je ne considère pas que la Suisse soit mieux qu'un autre pays»**

Rafaella Simonetti

La Suisse est-elle privilégiée en matière de droit des femmes?

YJ: D'une manière générale, la Suisse est un pays privilégié. Mais si la loi existe, on est tou-

jours à la recherche de l'égalité des chances.

RS: Parmi les combats, il y a également la reconnaissance du travail domestique, lequel incombe le plus souvent aux femmes. Il ne me sert à rien d'aller manifester dans la rue si, à la maison, je me retrouve au service de la personne qui partage ma vie.

YJ: Autre problème majeur, celui de pouvoir concilier carrière professionnelle et maternité<sup>4</sup>.

Ce combat est lié à la politique de développement des crèches et doit être mené de manière mixte. Le congé paternité est un premier pas dans ce partage.



Rafaella Simonetti © PSV

# «C'est une lutte permanente»

## débat 50 ans après l'obtention du droit de vote féminin au niveau fédéral, regards croisés d'une ancienne et d'une jeune politiciennes sur l'évolution des combats féministes.

### Rafaella Simonetti

En 2018, elle confonde et copréside l'Association des Etudiants Afrodescendant-e-s (AEA) de l'université de Lausanne. A 24 ans, cette étudiante en sciences sociales et militante féministe et antiraciste questionne au quotidien le rapport qu'entretien notre société à l'Histoire et la place qu'elle donne ou ne donne pas aux protagonistes. Elle est membre de la coordination pour dire non à la Loi fédérale sur les services d'identification électronique et candidate PS pour le Conseil communal de Lausanne

### «Le combat doit aussi porter sur le sort des femmes immigrées»

Yvette Jaggi

<sup>1</sup>66,9% des électeur-trices avaient voté contre l'institution du suffrage féminin.

<sup>2</sup>Seulement 30% des effectifs sont féminins en Bachelor et 27% en Master en 2019-2020.

<sup>3</sup>Avec 0,26 meurtres de femmes sur 100'000, la Suisse se place derrière l'Allemagne (0,37), la France (0,31), mais devant l'Italie (0,18) et l'Espagne (0,20).

# Que nous voile la burqa?

**votations** Nous nous prononcerons sur un texte proposé par l'UDC, une énième initiative haineuse.

Depuis plusieurs années, ce parti comme ses homologues de la droite populiste partout en Europe, forcent sur le discours où «eux vs nous», mettant sur les personnes migrantes la faute des problèmes majeurs de notre société. Cette initiative voulant interdire la dissimulation du visage dans la Constitution s'attaque à la fois à un problème mineur mais aussi à des conséquences très néfastes de par son discours.

Cette initiative est fortement islamophobe. Sous couvert d'une certaine laïcité elle veut forcer une hiérarchie entre les religions et les gens. L'initiative attaque clairement les personnes musulmanes, leurs pratiques et ce n'est pas, nous le savons, le premier coup de l'UDC (souvenons-nous de l'initiative anti-minaret).

Cette initiative ne résoudra certainement rien à la cause des femmes, comme veulent nous faire croire les initiant·es. Pourquoi la loi devrait-elle indiquer aux femmes que porter ou quoi ne pas porter? De plus le «oui» soi-disant féministe de cette initiative nie que les

forces et les injonctions qui oppriment les femmes viennent d'une culture lointaine particulière et arriérée alors que les violences sexistes sont aussi malheureusement perpétrées par des hommes blancs, suisses et éduqués. De ce fait, des collectifs comme la Grève des femmes ou les Foulards violets ont pris une position claire contre cette initiative.

Ainsi celle-ci crée un discours, néfaste à la fois contre les femmes, les personnes de confession musulmane mais aussi toutes les personnes «étrangères». Encore une fois, le parti populiste impose le conflit entre migrant·es et immigré·es, et les Suisses de sang, déplaçant le regard des causes premières des difficultés venant par exemple des abus patronaux ou d'un système économique vicieux.

Pour ces raisons, cette initiative est contraire aux valeurs profondes du Parti socialiste et nous appelons à voter non à l'initiative visant l'interdiction de se dissimuler le visage. ■ MARGARIDA JANEIRO

## Pour un frein au libéralisme mondialisé libre-échange

Le 7 mars prochain, nous voterons sur l'accord de libre-échange avec l'Indonésie. Considéré par certain·e·s comme l'accord le plus progressiste sur le plan environnemental et social jamais conclu, et nous reconnaissons que la Confédération y a inclus quelques notions de durabilité, il n'est rien d'autre qu'un partenariat économique supplémentaire mettant en concurrence les peuples entre eux et enrichissant les multinationales. La durabilité y est d'ailleurs optionnelle pour la plus grande

partie puisqu'aucun dispositif de sanctions n'a été prévu.

Nous dénonçons un accord avec un régime autoritaire coupable de déforestation, de destruction des écosystèmes et de non-respect des droits les plus élémentaires pour ses peuples indigènes. De plus, l'impact pour la population indonésienne serait désastreux: augmentation du prix des médicaments et des semences, entre autres. Par conscience éthique et sociale, mettons un frein au libéralisme mondialisé! ■ KELMY MARTINEZ

## Brèves

### CYCLISTES À DROITE GRÂCE À LA GAUCHE

Grâce à la gauche, Lausanne est la première ville suisse à autoriser les cyclistes de tourner à droite même quand le feu est rouge. Très bonne initiative mais espérons que les adeptes de la petite reine se diront que politiquement, c'est mieux d'aller à gauche.

### BERTHOUD CONTRE BERTHOUD

Le plan de soutien à «la diversité des médias» a connu un curieux rebondissement au Grand Conseil en janvier. En décembre, Hadrien Buclin (Ensemble à gauche) avait tenté, par un amendement, de demander que cette aide n'aille pas à des entreprises qui versent des dividendes à leurs actionnaires. Le PLR, Alexandre Berthoud en tête, s'y était opposé et le plan avait été adopté. Mais lors du deuxième débat, un certain Berthoud Alexandre a déposé un amendement ressemblant à s'y méprendre à celui de Buclin. Ce qui a empêché l'adoption du projet, lequel est reparti en commission. Qu'on se rassure, Fil Rouge n'est pas concerné

### PARTI PRIS

Le candidat UDC à la Municipalité de Lausanne, Fabrice Moscheni, a déclaré à 24heures: «l'UDC est le parti des immigrés». Il aurait également ajouté: «le POP est le parti des milliardaires, et les Vert·es le parti des automobilistes!»

# «La culture est essentielle face à la crise actuelle»

**interview** Cesla Amarelle, Conseillère d'État, détaille le plan d'aide que le canton destine à ce secteur précarisé.



tunité à saisir pour s'attaquer à certains problèmes structurels que traversent les milieux culturels.

### Et les artistes indépendant·es, auront-elles et ils une aide également?

Elles et ils peuvent déposer une demande d'indemnisation, mais pour nous assurer qu'elles et ils puissent traverser la longue période de fermeture actuelle, nous avons mis en place un dispositif inédit, souple et rapide, en concertation avec les milieux concernés: 3 millions pour des bourses de recherche dont peuvent bénéficier tou·tes les artistes professionnel·les. Ces bourses visent trois objectifs.

Dotées d'un montant minimal de 10'000 francs qui peut aller jusqu'à 20'000, elles permettent aux artistes de bénéficier d'un apport financier solide. Elles offrent également aux artistes de pouvoir continuer à exercer leur art et participent donc au maintien des compétences. Enfin, puisqu'elles sont orientées vers la recherche sans nécessité de créer une production, elles ne participent pas à l'engorgement qui guette la reprise culturelle qui devra jongler entre les nouveaux projets et les projets annulés. Avec plus de 500 dossiers provenant de tous les champs artistiques, le succès a été immédiat et démontre que le dispositif répond à un vrai besoin et qu'il nécessitera peut-être des moyens supplémentaires.

### Quelles démarches faites-vous pour un accès démocratique à la culture,

dans une période de crise sanitaire?

C'est évidemment une catastrophe pour la culture qui se nourrit du partage et de l'interaction, qui construit notre vivre-ensemble. Nous avons réussi à maintenir quelques niches d'accessibilité, notamment pour les jeunes qui peuvent continuer à se rendre au théâtre, au musée ou au cinéma. Les projets de streaming connaissent également de jolis succès, ce qui démontre le grand besoin de culture pour la population. Dès lors, le rôle de l'État dans cette période de crise est d'assurer le maintien des compétences dans les milieux artistiques et de préparer la relance. Car j'en suis persuadée: nous aurons toutes et tous plus que jamais besoin de culture dans les mois à venir.

Elle a été l'une des victimes directes de la crise sanitaire, je suis convaincue qu'elle saura aussi en être l'un des remèdes quand elle pourra à nouveau donner de la voix. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR IHSAN KURT

## Les masques tombent!

### France

Début janvier, la France sous couvre-feu est réveillée brutalement par un livre, «La famille grande» de Camille Kouchner, qui porte les dénonciations de milliers de personnes. Un tabou tombe dans la société française et ce sont plus de 6'000 tweets qui reprennent le #MeTooInceste pour témoigner, anonymement ou non, d'abus subis dans l'enfance par des membres de la famille.

En 2020, on estime à 6,7 millions le nombre de personnes victimes d'inceste en France, un nombre en forte augmentation grâce aux divers mouvements de libération de la parole, depuis le premier #MeToo en 2017. Les victimes parlent et, enfin, la société écoute. Cette même société qui fermait les yeux, sous prétexte d'une sacro-sainte liberté sexuelle, se trouve confrontée à un réel débat autour de la notion de consentement.

Ce qui était acceptable hier ne l'est plus aujourd'hui. La honte qui reposait sur les victimes doit changer de camp afin de hanter les coupables et les complices. Progressivement, le mouvement s'exporte dans l'ensemble du monde francophone et nous ne pouvons que nous réjouir de voir des victimes oser briser l'omerta. Le mouvement #MeToo n'est pas mort et semble bien être un événement majeur du début du XXI<sup>e</sup> siècle, car les bourreaux sont encore trop nombreux dans la nature, voire dans la famille. ■ DEBORAH INTELISANO

# Femmes et politique? Femmes EN politique



Le droit de vote des femmes a fêté ses 50 ans le 7 février dernier. Fêté?

50 ans seulement devrait-on plutôt dire. Les hommes ont eu le droit de vote – de fait – avec la Constitution fédérale de 1848. Un écart de 123 ans sépare les deux sexes: juste vertigineux!

Les premières batailles pour obtenir cette égalité ont commencé en 1868 déjà. Le Parti socialiste suisse l'a inscrit dans son programme en 1904. Votations cantonales, motions, postulats, projets de loi, votations fédérales, le chemin a été long et tortueux jusqu'à la votation fédérale du 7 février 1971, date à laquelle les hommes de ce pays acceptèrent d'accorder le droit de vote et d'éligibilité aux femmes par 65,7% de oui. Le Canton de Vaud avait pris un

peu d'avance sur le plan cantonal, en introduisant ce droit en 1959 déjà.

Pourquoi ce rappel de l'histoire? Parce qu'elle se répète à beaucoup de niveaux. En pleine campagne pour les élections communales, il faut se pencher sur les exécutifs des quelques 300 communes vaudoises. Et force est de constater que la belle majorité féminine qui prévaut au niveau du Conseil d'Etat (71% de femmes) ne se retrouve pas - mais alors pas du tout! - dans les exécutifs communaux.

Les élections de 2016 montrent que la part des femmes dans ces exécutifs se montait à moins de 25%. Il y a eu quelques changements en cours de route, mais pas de quoi bouleverser ces chiffres. Les communes avec un exécutif à majorité féminine sont l'exception. La parité est aussi encore une

exception. Alors que les communes qui avaient un exécutif uniquement masculin étaient quand même 54, soit près d'un cinquième des communes vaudoises.

Et si, en 2021, les femmes se faisaient confiance et les hommes faisaient confiance aux femmes pour ne pas attendre encore une fois un siècle que l'égalité s'établisse?

62 ans après le vote sur le suffrage féminin, l'univers politique vaudois peine à faire une place aux femmes. Ces propos que nous nous approprions figurent en conclusion de la brochure «50/50, les chiffres de l'égalité» publiée par le Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes (BEFH) en 2018.

■ MONIQUE RYF, VICE-PRÉSIDENTE DU PS VAUDOIS ET DÉPUTÉE



## Le droit ne s'arrête pas aux portes de la prison



### grand conseil

Composée de 7 membres, la commission des visiteurs du Grand Conseil (CVGC) a pour mission de s'assurer que les conditions de détention des personnes détenues sont conformes aux lois suisses et aux engagements internationaux.

Pour ce faire, elle se rend chaque année dans les différents établissements du Canton et rencontre les personnes détenues qui le souhaitent. Le dernier rapport qui vient d'être publié concerne la période de juin 2019 à juin 2020. Pendant cette année, la CVGC a rencontré une centaine de personnes détenues et traité 70 courriers.

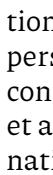
Le rapport de la commission mentionne 12 recommandations adressées au Conseil d'Etat dont quelques-unes

y figurent malheureusement depuis de nombreuses années. Il s'agit notamment du problème de la surpopulation carcérale. Nous manquons depuis longtemps de places de détention ce qui provoque de graves difficultés telles que le maintien de personnes détenues dans un régime de détention plus sévère que celui auquel elles auraient droit (empêchant par ex, l'accès à la formation ou au travail). Cette surpopulation provoque des situations difficilement contrôlables et génère des ambiances tendues voire dangereuses aussi bien pour les personnes détenues que pour le personnel.

Le projet de construction d'un nouvel établissement et de rénovation des lieux de détention vaudois permettront une amélioration de la situation. Toutefois, ces projets devraient être complétés par des mesures alternatives à l'enfermement (travail d'intérêt général, bracelet électronique, etc.) et

la généralisation des dialogues restauratifs. Ces actions permettraient de limiter concrètement le nombre d'incarcérations, de favoriser la réinsertion quand l'emprisonnement est inévitable et finalement de prévenir la récidive.

La commission se préoccupe également des conditions de détention des femmes incarcérées et déplore que certaines règles (dites de Bangkok) ne soient pas observées. Elles n'ont, par exemple, pas accès à une unité psychiatrique (réservée aux hommes) et quelques-unes d'entre elles vivent dans une cellule «accueillant» jusqu'à 5 personnes mais destinées à 3. Cette liste n'est malheureusement pas exhaustive mais illustre bien les problématiques auxquelles est confrontée cette population. Il y a donc encore beaucoup à faire et nous œuvrons dans ce sens pour porter au sein de cette commission les valeurs du PS. ■ ANNE-SOPHIE BETSCHART ET MURIEL CUENDET-SCHMIDT, DÉPUTÉES



# PSV queer

égalité Les personnes LGBTQ\* (lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, intersexes et queers) disposent d'un nouveau groupe dans le parti.

D epuis quelques mois, les personnes queer actives au sein du PSV et les alliées et alliés s'organisent dans le groupe PSV Queer. Un nouvel espace bienvenu qui vise à débattre d'aspects politiques liés aux thématiques qui concernent les personnes queer, mais aussi pour offrir un espace bienveillant et de confiance aux personnes concernées.

Le Parti socialiste vaudois se bat pour l'égalité des droits et des chances des personnes queer à l'intérieur et à l'extérieur du parti. Cela fait partie de la perception et de l'identité de notre parti: le PS s'est toujours engagé en faveur de l'égalité des droits et des chances de toutes les personnes, indépendamment de leur origine, de leur religion, de leur appartenance ethnique, de leur sexe

ou de la façon dont elles vivent et s'aiment. Les personnes queer – également nommées LGBTQ\* (lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, intersexes et queers) – sont des personnes qui, en raison de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, de leur expression de genre ou de leurs caractéristiques de genre, ne correspondent pas à la norme hétérosexuelle cis.

### Des luttes à mener

Le PS est, depuis longtemps, de tous les combats (droit au mariage pour toutes et tous, protection des personnes homosexuelles et bisexuelles contre les appels à la haine et aux discriminations,...). Malgré toutes ses luttes, les personnes queer sont encore bien loin d'avoir les mêmes droits et les mêmes chances que les autres

dans la société, le monde du travail et la politique. Elles sont clairement sous-représentées dans les fonctions politiques et au sein des partis, même si elles représentent plus de 10% de la population. Des efforts supplémentaires sont encore nécessaires jusqu'à ce que les groupes défavorisés et sous-représentés aient les mêmes chances que la majorité en société et en politique. Nous voulons à l'avenir rester le parti le plus compétent en matière d'égalité de tous les sexes et de toutes les personnes et, donc, des personnes queer. C'est ce qui a motivé le comité directeur à soutenir activement cette démarche et nous l'en remercions.

Le PSV Queer s'est donc mis au travail, avec le soutien du secrétariat. Des réunions régulières associent

une vingtaine de camarades. Certaines séances thématiques accueillent des alliées et des alliés parce qu'il apparaît clairement qu'en ensemble, on sera plus forts pour dépasser le modèle d'une société hétéro-normative, pour lutter contre les discriminations, pour soutenir les familles arc-en-ciel et pour défendre des droits adaptés aux personnes queer.

Si toi aussi tu souhaites avancer avec nous pour faire progresser les droits des personnes queer, contacte sans délai le secrétariat du PSV!

■ JULIEN EGGENBERGER, POUR LE GROUPE PSV QUEER

## Congrès des villes socialistes suisses

La quatrième Conférence des villes socialistes suisses s'est tenue à Lausanne le samedi 23 janvier dernier en ligne, sur le thème: «Sortir des crises: réponses et perspectives socialistes».

En ouverture, Anne Hidalgo, maire de Paris, a insisté sur le rôle joué par la crise dans le creusement des inégalités. Un point de vue partagé par son interlocuteur Grégoire Junod, syndic de Lausanne: les quartiers populaires sont plus touchés par les crises sanitaire, sociale et écologique, ce qui nécessite des mesures adaptées.

Les chef·fes des exécutifs de Zurich, Saint-Gall, Lausanne, Genève et Vienne ont ensuite évoqué diverses problématiques citadines: gentrification, logement, jeunesse ou encore ubérisation de certains métiers. Juan Espadas, maire de Séville, a traité de la mobilité

ainsi que du rôle essentiel des villes dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Puis Cédric Wermuth, co-Président du PS Suisse, est revenu sur l'urgence d'un soutien renforcé dans le cadre de la crise sanitaire. Ce thème a également dominé le dernier débat réunissant des élus·es de Fribourg, Berne et Bienne.

Un ensemble d'intervenant·e.s paritaire pour illustrer ce qu'Anne Hidalgo avançait en ouverture: «les villes sociales-démocrates peuvent être un moteur très fort de changement, tout en étant ancrées dans la réalité». La totalité de la rencontre est visible sur la chaîne Youtube du PS Lausanne. N'hésitez pas à aller la revivre, ou visionner les moments qui vous intéressent le plus

■ PREETI DAMON-SCHAERER

# Maria-José Martinez Vial

**Entre journalisme et politique Après avoir étudié en Belgique puis travaillé au Mexique, elle s'est installée à Rolle avec mari et enfants.**

**A** lors qu'il neigeait à gros flocons sur Rolle, c'est une chaude ambiance latine qui m'attendait chez Maria-José Martinez Vial. Espagnole par son père, Chilienne par sa mère, elle parle, raconte, explique avec verve et enthousiasme son riche parcours de vie qui l'a conduite à travers le monde sur la voie du journalisme et de la communication. Maintenant, elle vit depuis deux ans en Suisse avec son mari et ses trois enfants. Même si elle n'est pas près d'avoir le droit de vote – il faut 10 années consécutives de résidence dans le pays – elle s'est engagée au PS rollois et a ouvert un bureau de communication.

Maria-José Martinez Vial a baigné dans le socialisme dès son enfance. Elle est née en 1974 dans les Asturias, au nord de l'Espagne, mais c'est le récit de l'aventure socialiste de Salvador Allende qui l'a nourrie politiquement. Ses parents vivaient au Chili et travaillaient dans l'entourage du président renversé par Augusto Pinochet le 11 septembre 1973. «Mes deux sœurs aînées sont nées au Chili, explique Maria-José. Après le coup d'état, mes parents ont dû quitter le Chili et sont allés en Espagne. Le pays était encore sous le régime franquiste, mais ma mère voulait que nous connaissions nos grands-parents. Alors nous nous sommes installés dans



Maria-José Martinez Vial a ouvert un bureau de communication dans son domicile rollois. © Bernard Morel

les Asturias.»

Malgré la restauration de la démocratie, la vie espagnole n'a pas été très épanouissante pour la famille Martinez Vial. «Après cinq ans dans les Asturias, nous sommes venus dans la région de Madrid, précise Maria-José. J'admire mes parents, ils n'ont jamais eu peur de refaire leur vie. Cependant, il y avait encore beaucoup de tension dans le pays. Je me rappelle très bien de cette remarque d'une copine d'école quand j'avais 10 ans: «Il paraît que tes parents sont des rouges», m'avait-elle lancé. J'étais choquée.»

## Libération en Belgique

Maria José Martinez Vial a vécu comme une libération le déménagement en Belgique, où son père avait trouvé un emploi au sein des instances

européennes. «A Bruxelles, j'ai vraiment eu le sentiment de pouvoir vivre, s'exclame-t-elle. J'ai tout de suite pris goût au français et d'ailleurs, l'essentiel des musiques que j'écoutais, c'était Brassens, Brel et d'autres chanteurs français. Mes études dans le journalisme et la communication, je les ai faites à l'Université Libre de Belgique.»

Mais c'est au Mexique qu'elle est devenue journaliste. «J'avais à peine plus de 20 ans quand j'y suis arrivée et j'ai adoré ce pays, lâche-t-elle. J'ai eu la chance de tomber rapidement sur des bonnes personnes. J'ai ainsi été engagée dans la rédaction de Cambia, un magazine créé par

Gabriel García Marquez.» Et de s'exclamer, en me montrant des exemplaires de la revue: «Te rends-tu compte, travailler pour un prix Nobel de littérature... Il savait nous motiver pour raconter des belles histoires.» Mais l'aventure mexicaine a pris fin. «Malheureusement, c'est un pays dominé par l'insécurité et le sexe. Pour une femme seule, c'est dur. Je suis rentrée en Espagne où j'ai travaillé dans la communication politique.»

C'est en Espagne que Maria José a connu son mari et que ses trois enfants sont nés. Il y a trois ans, celui-ci a été engagé dans une entreprise en Suisse. Elle l'a rejoint avec ses enfants une année plus tard. «En m'intéressant à la vie locale, je suis allée quelquefois en spectatrice aux séances du Conseil communal, dit-elle. Seul

**«J'ai eu la chance de travailler pour le journal de Gabriel García Marquez»**

le PS m'a paru être un parti accueillant. Je découvre la politique suisse et je trouve que le pays n'est pas très moderne pour ce qui est de la place de la femme dans la société, en particulier pour qu'elle puisse s'épanouir dans sa vie professionnelle tout en ayant des enfants.» ■ BERNARD MOREL